



DISCRIMINATIONS

« Sales voleurs ! » : des habitants chassent violemment des familles roms de leur village

CADEAU

En marge d'une manifestation tenue dimanche à Villeron dans le Val-d'Oise, des habitants ont expulsé des familles roms et détruit leur campement. Interrogés par Mediapart, des villageois reconnaissent des violences et la participation du maire de la commune.

David Perrotin

8 février 2023 à 12h00

À Villeron, dans un petit village du Val-d'Oise près de Roissy-en-France, plusieurs habitant·es se félicitent encore de leur action qui a eu lieu dimanche dernier. Des associations dénoncent « *une expédition punitive* » et « *un acte totalement illégal* », mais celles et ceux qui ont participé se disent fiers et assument. « *On avait déjà organisé un rassemblement pacifique le 30 janvier en guise d'avertissement. Là, notre objectif était clairement de faire partir ces Roms et on a réussi* », lâche Sylvie, 53 ans, l'une des villageoises les plus mobilisées contre l'installation d'un campement dans le bois de la commune.

Pris à partie dimanche par deux cents habitant·es, comme l'a révélé *Le Parisien*, les familles roms ont finalement abandonné leur campement et pris la fuite sous le regard des gendarmes. Depuis, le village jure que tout était pacifique et dément avoir été violent. « *Ne soyez pas dupes. La tournure de l'article du Parisien fait passer les Villeronnais pour des sauvages mais ne vous méprenez pas, il n'y a pas eu de violence !* », lâche par exemple une habitante sur le groupe Facebook du village. « *Le respect des Villeronnais est à la hauteur de l'irrespect de ces gens-là. On peut être pauvre et dans la misère tout en respectant autrui et la nature* », ajoute un autre.

Auprès de Mediapart, le parquet de Pontoise signale toutefois qu'une « *enquête a été ouverte par le groupement de gendarmerie du Val-d'Oise et vise à préciser le déroulement des faits, les infractions pénales susceptibles d'avoir été commises* ». Elle devra donc déterminer « *le rôle des différentes personnes qui sont intervenues et notamment s'il y a eu ou non des violences aux personnes ainsi que des dégradations de biens* ». Interrogés par Mediapart, des villageois eux-mêmes confirment en tout cas des violences à la fois sur des personnes et sur des biens.

Des rondes et des insultes

Le litige remonte à fin septembre lorsqu'une centaine de Roms investit le bois de Villeron, suscitant la colère des habitants et du maire (SE) Dominique Kudla. L'édile saisit les pouvoirs publics pour demander leur expulsion et l'agglomération Roissy Pays de France, propriétaire du lieu occupé, initie une procédure. Sans attendre l'issue de celle-ci, les habitants s'organisent pour les faire partir.



Manifestation prévue le 05 février 2023

Bonjour, Face au ras-le-bol collectif, une visite a été rendue ce dimanche 29 janvier au camp de Roms installé dans notre bois, pour les prier de décamper dans les plus brefs délais. Nous ne pouvons plus supporter...

Pétition mise en ligne avant la manifestation © Change.org

Une pétition est mise en ligne, un rassemblement est prévu fin janvier et des villageois surveillent le camp en y pénétrant régulièrement. Dans une vidéo postée sur le groupe Facebook du bourg, on voit l'un d'entre eux se balader à côté des cabanes, déplorer les ordures au sol et les prendre à partie. « *Vous aimez ça vivre dans la merde. [...] Ça gueule, ça gueule, les gens, ils en ont marre* », dit-il avant qu'un autre habitant ajoute : « *Putain ça pue [...] Ils vivent là-dedans comme des rats, comme des rats.* »

Outre l'état du bois, les habitants accusent les familles roms de cambriolages. L'un affirme qu'elles volent des brouettes. « *Moi, ce qui me dérange, c'est qu'ils utilisent la flotte et l'électricité* », lâche un autre. La police et la préfecture démentent toute augmentation de la délinquance, mais la rumeur persiste. « *Tous les soirs de la semaine dernière, on a monté des groupes de trois ou quatre personnes pour les surveiller* », confie Sylvie. « *Au moindre truc de travers on appelait la gendarmerie et les pompiers. C'était tolérance zéro. Mais pour les cambriolages, on n'est pas sûr qu'il y en a eu en fait.* » En réalité, si les habitants ont téléphoné à plusieurs reprises aux pompiers, c'est lorsque les Roms allumaient des feux dans leur campement.

« On les a forcés à avancer en leur criant “foutez le camp”, “sales voleurs”, “bandits”. »

Un villageois présent lors de la manifestation.

Le comité opposé au campement s'est ensuite organisé pour préparer la fameuse manifestation. « *Face au ras-le-bol collectif, une visite a été rendue ce dimanche 29 janvier au camp de Roms installé dans notre bois, pour les prier de décamper dans les plus brefs délais. Nous ne pouvons plus supporter leur déchèterie à ciel ouvert, la dégradation de notre bois, les nuisances sonores et l'insécurité qui règne dans le village depuis leur arrivée !* », peut-on lire dans un tract diffusé sur Internet et dans les boîtes aux lettres. Et d'inviter : « *Si comme nous vous en avez assez, rejoignez notre rassemblement pacifique dimanche 5 février à 14 heures.* »

Sur place, près de deux cents habitants, encadrés par une quarantaine de gendarmes, se postent devant le camp pour exiger leur départ. La majorité des familles roms a déjà fui le matin même et il ne reste désormais qu'une vingtaine d'adultes avec une quinzaine d'enfants.

Des jets de cailloux et de pétards

Selon plusieurs témoignages obtenus par Mediapart, les choses dérapent lorsqu'une dizaine d'habitants décident de pénétrer dans le bois par l'arrière pour surprendre les familles et les menacer directement. « *Ils ont commencé à*

insulter les familles et les enfants », témoigne Liliana Hristache de l'association Roms réussite qui épaula désormais les victimes. « Lorsqu'on est entré par derrière, il n'y a pas eu de contact. On leur disait simplement "cassez-vous" pour qu'ils aient peur », relativise Sylvie.

Jérôme*, 53 ans, présent sur les lieux et « fier » de cette action, se fait un peu plus précis. « On les a forcés à avancer en leur criant "foutez le camp", "sales voleurs" "bandits" », témoigne-t-il. « À un moment, cinq personnes environ de notre groupe ont lancé des cailloux et des pétards sur eux quand ils chargeaient leurs camions. Mais c'est tout et ils sont partis », admet le villageois. « Dehors les Roms », « Villeron n'est pas une poubelle » ou encore « Aux armes ! » ont entendu les journalistes sur place.



Capture d'écran d'une vidéo postée par les habitants © Facebook

Dans une autre vidéo prise par un habitant et postée sur Facebook, on voit effectivement une dizaine de camions quitter les lieux, acclamés par la foule. Immédiatement après, les villageois investissent le bois et entreprennent de détruire les habitations malgré la présence des gendarmes. « Les gens étaient énervés et ont commencé à casser les cabanes », confirme Jérôme. « Coups de pied, coups d'épaule, tout est alors bon pour abattre ces cabanes qui ont cristallisé les peurs ces dernières semaines. Cette scène surréaliste a finalement été écourtée par les gendarmes qui ont demandé aux habitants de sortir du bois », relate *Le Parisien*.

Qui a donné l'ordre de détruire ce campement ? « Le maire nous a dit qu'il fallait abattre les cabanes. C'est lui qui nous a donné des instructions avant de nous dire qu'une tractopelle allait arriver », assure Sylvie. « Il dirigeait les choses, il était très actif », poursuit Jérôme. Trente minutes plus tard, une pelleteuse arrive sur les lieux pour détruire ce qu'il reste des habitations. Avait-elle été réservée pour être sur place aussi rapidement un dimanche ?

L'action, hors de tout cadre légal, était-elle préméditée ? Sollicité par Mediapart, le maire Dominique Kudla n'a pas donné suite.

« Des dizaines de femmes, d'hommes et d'enfants attaqués par une horde de deux cents personnes "venues se faire justice eux-mêmes", c'est extrêmement inquiétant. »

Anina Ciuciu, avocate

« Les familles qui ont subi ces violences et ces interpellations racistes sont totalement choquées et traumatisées », explique aujourd'hui Anthony Ikni, délégué général du collectif Romeurope. Interrogé par Mediapart, le préfet du Val-d'Oise Philippe Court « désapprouve sans ambiguïté cet acte et le rôle qu'a pu jouer le maire » et rappelle que le maire était censé être « un représentant et un garant de l'état de droit ». « Il n'y a pas de transaction possible avec cela. Une procédure était en cours. La fin ne justifie pas les moyens. »

Pour autant, aucune autre solution d'accueil aux familles victimes de ces violences n'a été proposée depuis. « Elles ont dormi à Sarcelles dans leur camionnette avant de rejoindre un autre campement ce mardi », regrette Liliana Hristache. L'adresse de leur nouveau lieu d'installation est gardée secrète pour que « d'autres n'aient pas la même idée ». D'après nos informations, trois d'entre eux ont finalement déposé plainte mardi soir notamment pour menaces et destruction de biens.

Des propos anti-Roms en une du journal municipal

Le maire n'a en tout cas jamais pas caché son hostilité et a, selon certaines associations, « clairement incité aux violences ». En janvier, la « une » du journal municipal est consacrée à dénoncer la présence des familles dans le village pour exciter un peu plus les passions. « Honte à l'Europe qui favorise l'errance de populations marginales et organise la pénurie et la surenchère énergétique », peut-on lire en légende d'une photo du campement. Dans son édito, l' élu fustige « les dérives du nomadisme destructeur de la communauté Roms ».

Le jour de la manifestation, Dominique Kudla était d'ailleurs « l'un des plus vindicatifs », selon le site l'Actu également présent sur place. « Ces gens vivent de façon anormale. Ils ne respectent aucune règle. La loi est de notre côté, mais les juges laissent faire... », déclarait l' élu.



Extrait du journal municipal de janvier 2023. © Ville de Villeron

« *C'est une attaque grave contre l'État de droit* », dénonce Anthony Ikni qui craint d'autres violences anti-Roms et rappelle la loi : « *Le fait de forcer un tiers à quitter le lieu qu'il habite à l'aide de manœuvres, menaces, voies de fait ou contraintes, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende* »

« *On voit que le discours dangereux de certains politiques, Zemmour en tête, incite aux passages à l'acte. C'est très inquiétant* », ajoute-t-il. En attendant, les habitants interrogés n'ont ni regrets ni remords. Même s'agissant du face-à-face entre une foule menaçante et des enfants ? « *J'ai envie de dire, c'est leur mode de vie le problème. C'est comme ça* », balaye Sylvie qui dit « *ne pas du tout craindre l'ouverture d'une enquête* ».

« *Des dizaines de femmes, d'hommes et d'enfants attaqués par une horde de deux cents personnes "venues se faire justice eux-mêmes" et les chasser de leurs abris de fortune parce qu'ils sont roms et pauvres, c'est extrêmement inquiétant*, dénonce l'avocate Anina Ciuciu, interrogée par Mediapart. *La semaine dernière, la première ministre a annoncé un plan de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et l'antitsigyanisme. Il serait grand temps de le mettre en œuvre.* »

David Perrotin

Boîte noire

* Le prénom a été modifié

Contacté, le colonel de gendarmerie Quentin Petit a seulement confirmé qu'une enquête « *était en cours* ».

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Allières et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse :

serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.

